

Les nouvelles règles à connaître pour utiliser vos droits

Vous souhaitez utiliser votre CPF pour financer une formation ? Depuis 2026, de nouvelles règles s'appliquent. La loi de finances 2026 et le Décret n° 2026-127 du 24 février 2026 modifient les conditions de prise en charge : plafonnement des droits pour certaines formations et hausse de la participation forfaitaire obligatoire. Ces décisions ont pour objectif d'optimiser les dispositifs en réalisant des économies estimées à 250 M€, tout en privilégiant les formations diplômantes.

Quels changements pour le CPF ?

Le montant du reste à charge en hausse

Depuis le 2 avril 2026, la participation forfaitaire obligatoire pour utiliser le CPF est dorénavant de 150 euros. Rappelons que ce reste à charge ne s'applique pas dans toutes les situations. Certains publics (demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, salariés dont l'employeur finance la formation, titulaires du C2P) sont exonérés.

Des droits CPF plafonnés pour certaines formations

Auparavant, si votre solde CPF était suffisant, vous pouviez l'utiliser dans son intégralité pour financer votre projet de formation. Depuis le 25 février 2026, l'utilisation du CPF est plafonnée à 1500 euros pour les formations inscrites au répertoire Spécifique (RS).

Nos conseils pour profiter de votre CPF malgré les restrictions

Avant de vous inscrire à une formation dépendant du répertoire spécifique, prenez le temps de vous informer et vérifier qu'il n'existe pas une formation RNCP équivalente pour laquelle vous pourriez mobiliser votre CPF sans limites.

Si la formation que vous ciblez dépasse le montant disponible sur votre CPF, vous pouvez envisager un cofinancement. Sollicitez votre employeur ou votre OPCO pour compléter le financement et vous permettre d'accéder à la formation souhaitée.

Dans certains cas, les formations peuvent être découpées en plusieurs modules appelés blocs de compétences qui vous permettent de vous former à votre rythme et d'obtenir progressivement une certification.

Le projet de loi de finances 2026 marque un tournant vers une formation professionnelle plus ciblée et responsable, où l'efficacité prime : moyens concentrés sur les publics prioritaires, dispositifs recentrés sur les besoins économiques et gestion budgétaire renforcée pour garantir une meilleure adéquation entre compétences et emplois.

Source :

<https://www.studyrama.com/pro/cpf-financer-formation/compte-personnel-formation-cpf/cpf-2026-reste-charge-permis-no>



Mod
de m



le cnam
entreprises

